

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex 9

Le, 12/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EPUR - CENTRE**

135 rue Lavoisier  
ZI Sud  
71 000 Mâcon

Références : XB/NM/2024/M\_6  
Code AIOT : 0005401130

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement EPUR - CENTRE implanté 135 rue Lavoisier - 71000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a pour objet le contrôle de l'arrêté préfectoral de mise en demeure référencé DCL/BRENV/2020-13-2 du 13/01/2020 concernant les valeurs limites de rejets aqueux qui sont depuis de nombreuses années non conformes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPUR - CENTRE
- 135 rue Lavoisier - 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EPUR CENTRE exploite sur la commune de Mâcon une installation de tri/transit de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une déchetterie et une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 mars 1997, modifié successivement par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires, dont le dernier en date du 15 juillet 2014 encadre le site actuel.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le respect de l'Arrêté préfectoral de mise en demeure référencé DCL/BRENV/2020-13-2 du 13/01/2020 concernant le 2<sup>ème</sup> point de l'APMD (valeurs limites de rejets aqueux) ;
- les suites de la précédente visite d'inspection du 28/09/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Respect valeurs limites rejets aqueux Arrêtés Ministériels	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Suivi du/des séparateur(s) d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 15/07/2014, article 4.3.4
4	Conditions stockage DnD sur parcelle 124	AP Complémentaire du 15/07/2014, article 8.5
5	Réorganisation du site	AP Complémentaire du 15/07/2014, article 1.6.1

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure sur valeurs limites rejets aqueux APC	AP de Mise en Demeure du 13/01/2020, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets aqueux ont été très ponctuellement conformes, suite à la mise en place du nouveau séparateur d'hydrocarbures.

Toutefois, le contrôle inopiné des rejets aqueux effectué le 09/11/2023, montre que ces rejets aqueux sont à nouveau non conformes sur plusieurs paramètres.

Par conséquent, **nous proposons de :**

- **considérer la mise en demeure de respecter les valeurs limites pour les eaux rejetées au point de rejet EP1, prise par arrêté préfectoral du 13 janvier 2020 comme levée ;**
- **mettre à nouveau l'exploitant en demeure de respecter les valeurs limites pour les eaux rejetées au point de rejet EP1.**

Nous avons également constaté que le premier séparateur d'hydrocarbures situé directement en aval du centre VHU était plein. Par courriel du 22/12/2023, l'exploitant indique avoir diligenté un nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures lors de la première semaine de janvier.

Hors points de contrôles, nous avons constaté que les pièces graisseuses issues du démontage des véhicules hors d'usages (VHU) n'étaient pas couvertes. Il s'agit d'une non-conformité, participant très probablement aux non-conformités constatées des rejets aqueux, qui pourrait faire l'objet d'une nouvelle proposition de mise en demeure. Cependant l'exploitant a réagi rapidement et transmis, par courriel du 22/12/2023, des photos des deux bennes couvertes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect mise en demeure sur valeurs limites rejets aqueux APC

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/01/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect mise en demeure sur valeurs limites rejets aqueux APC
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites des rejets EP1 stipulés à l'article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [MES] &lt; 100 mg/l ;</li> <li>- [DCO] &lt; 300 mg/l ;</li> <li>- [DBO5 &lt; 100 mg/l ;</li> <li>- Indice phénols &lt; 0,3 mg/l ;</li> <li>- Chrome hexavalent &lt; 0,1 mg/l ;</li> <li>- Cyanures totaux &lt; 0,1 mg/l ;</li> <li>- AOX &lt; 5 mg/l ;</li> <li>- Arsenic &lt; 0,1 mg/l ;</li> <li>- Plomb &lt; 0,5 mg/l ;</li> <li>- Métaux totaux* &lt; 15 mg/l ;</li> <li>- Hydrocarbures totaux &lt; 5 mg/l.</li> </ul> <p>Article 1 APMD du 13/01/2020 :</p> <p>"La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon (71020), est mise en demeure, pour les installations classées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mâcon (71 020) – 135 rue Lavoisier :</p> <p>[...]</p> <p>de respecter l'article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé en ayant des rejets conformes dans un délai de 12 mois.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant devra respecter les échéances intermédiaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser dans un délai de 4 mois deux nouvelles analyses sur le point de rejets d'eaux pluviales (EP1). Dans ce cadre les débits d'eaux pluviales devront être mesurés ou évalués et les flux associés aux paramètres analysés estimés ;</li> <li>- démontrer dans un délai de 6 mois que les flux rejetés ne sont pas susceptibles de dégrader le milieu (La Saône) ;</li> <li>- proposer, dans un délai de 8 mois, une solution de traitement des eaux rejetées en EP1 ou des dispositifs techniques destinés à limiter la pollution des eaux pluviales (du type couverture par exemple) afin que les rejets soient conformes ;</li> <li>- réaliser une nouvelle analyse de ses rejets d'eaux pluviales dans un délai de 11 mois."</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé des analyses sur 24 heures (avec mesure des débits et flux associés) les 15/12/2020 et 10/02/2021. Ces analyses ont pris en compte l'ensemble des paramètres listés dans les différents arrêtés ministériels applicables à EPUR CENTRE pour son site de Mâcon – rue Lavoisier.</p>

<p>Ces analyses répondent au 1<sup>er</sup> tiret de la mise en demeure relative aux rejets aqueux : "réaliser dans un délai de 4 mois deux nouvelles analyses sur le point de rejets d'eaux pluviales (EP1)".</p> <p>Ces analyses étaient toujours non conformes à l'arrêté préfectoral actuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- HCT : 14,3 et 8,2 mg/l ;</li> <li>- Métaux totaux : 18,07 mg/l le 15/12/2020 ;</li> <li>- DCO : 412 mg/l le 10/02/2021 ;</li> <li>- DBO5 : 150 mg/l le 10/02/2021.</li> </ul> <p>Elles étaient également non conformes aux arrêtés ministériels en vigueur pour les paramètres Plomb, Zinc, Cuivre.</p> <p>L'exploitant a transmis un tableau justifiant que les rejets aqueux de l'établissement restent compatibles avec le milieu. En effet, les analyses permettent de conclure que les flux rejetés ne sont pas susceptibles de dégrader le milieu. Les flux liés aux paramètres HAP et Benzo(a)pyrène restent toutefois (avant mise en place du nouveau dispositif de traitement) relativement élevés, même s'ils restent compatibles avec le milieu.</p> <p>Ceci permet de répondre au 2<sup>ème</sup> tiret de la mise en demeure relative aux rejets aqueux : "démontrer dans un délai de 6 mois que les flux rejetés ne sont pas susceptibles de dégrader le milieu (La Saône)".</p> <p>L'exploitant a prévu, pour améliorer le traitement du rejet EP1, la mise en place d'un nouveau séparateur d'hydrocarbure. La mise en place a pris du retard et devait être effective fin janvier 2023.</p> <p>Les travaux de mise en place du nouveau séparateur d'hydrocarbures ont été effectués. L'exploitant a informé l'inspection de la fin des travaux par courriel du 15/05/2023.</p> <p>Cette analyse permet de répondre au 4<sup>ème</sup> tiret de la mise en demeure relative aux rejets aqueux : "proposer, dans un délai de 8 mois, une solution de traitement des eaux rejetées en EP1 ou des dispositifs techniques destinés à limiter la pollution des eaux pluviales (du type couverture par exemple) afin que les rejets soient conformes".</p> <p>De nouvelles analyses ont été effectuées le 23/06/2023 sur prélèvement d'EPUR CENTRE. Ces analyses sont conformes, excepté pour les MES : concentration de 106 mg/l supérieure à la valeur limite de 100 mg/l. compte-tenu de l'incertitude des mesures, les résultats des mesures peuvent être considérés comme conformes.</p> <p>Ceci permet de répondre au 4<sup>ème</sup> tiret de la mise en demeure relative aux rejets aqueux.</p> <p><b>Nous proposons de considérer la mise en demeure respectée du fait de l'analyse réalisée le 23/06/2023 qui est conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Respect valeurs limites rejets aqueux Arrêtes Ministériels

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect valeurs limites rejets aqueux AM 2713</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> voir tableau en annexe 1</p>
<p><b>Constats :</b> Au regard de l'ensemble des valeurs limites applicables à l'établissement au travers des arrêtés ministériels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;</li> </ul>

- articles 33 à 35 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- article 31 de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- article 16 de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- article 31 de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° [...] 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- §5.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), [...] ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- §5.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

Un contrôle inopiné des rejets aqueux a été diligenté sur l'année 2023. Ce contrôle inopiné a été réalisé le 09/11/2023. Les résultats ont été communiqués le 11/12/2023. On note les non conformités suivantes aux arrêtés ministériels applicables en terme de rejets aqueux :

- DBO5 : concentration de 54 mg/l supérieure à la valeur limite de 30 mg/l (Art. 31 AM du 26/11/2012) ;
- DCO : concentration de 169 mg/l supérieure à la valeur limite de 125 mg/l (Art. 31 AM du 26/11/2012) ;
- MES : concentration de 54 mg/l supérieure à la valeur limite de 35 mg/l (Art. 31 AM du 26/11/2012) ;
- Cuivre : concentration de 0.248 mg/l supérieure à la valeur limite de 0,15 mg/l (Art. 17 AM du 06/06/2018) ;
- Plomb : concentration de 1,033 mg/l supérieure à la valeur limite de 0,1 mg/l (Art. 17 AM du 06/06/2018) ;
- Zinc: concentration de 5.166 mg/l supérieure à la valeur limite de 0,8 mg/l (Art. 17 AM du 06/06/2018) ;
- Fer+aluminium : concentration de 20.813 mg/l supérieure à la valeur limite de 5 mg/l (art. 31 de l'AM du 02/02/1998) ;

- Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al) : concentration de 27,4 mg/l pour une valeur limite à 15 mg/l (art. 33 AM du 26/03/2012, art. 31 de l'AM du 26/11/2012 ;
- Hydrocarbures totaux : concentration de 16 mg/l pour une valeur limite à 5 mg/l (Art. 31 AM du 26/11/2012).

Ces valeurs limites de rejets, bien que non reprises dans l'arrêté préfectoral du site, sont applicable à l'établissement.

**Les dépassements constatés sont donc des non conformités. Certaines non conformités dépassent largement le double des valeurs limites applicables.**

**Nous proposons à nouveau de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites de rejets aqueux.**

**Observations :**

**Non conformité des rejets aqueux. Rejets aqueux à mettre en conformité avec l'ensemble des valeurs limites listées dans les arrêtés ministériels applicables à l'établissement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Suivi du/des séparateur(s) d'hydrocarbures**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/07/2014, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

**Prescription contrôlée :**

Art. 4.3.4 de l'APC :

*« Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.*

*La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.*

*Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.*

*Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.*

*Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.*

*Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

Non conformité n°5 suite à la VI du 24/01/2020 : « conformément à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 le nettoyage des dispositifs de traitement doit être à minima annuel. »

Non conformité n°6 suite à la VI du 24/01/2020 : « conformément à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014, l'exploitant doit :

- mesurer périodiquement et porter sur un registre les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées ;
  - nettoyer les séparateurs d'hydrocarbures dès que le volume des boues atteint les 2/3 de la hauteur utile des équipements ;
  - tenir à notre disposition les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures
- En conséquence, l'exploitant doit :
- mettre en œuvre la traçabilité des vérifications du niveau de remplissage des séparateurs ;
  - compléter le tableur mis en place par la référence du ou des séparateurs vidangés. »

#### **Constats :**

L'exploitant utilise un tableau informatique avec suivi du nettoyage du séparateur. Le suivi est trimestriel.

Dernières vérifications effectuées le 13/09/2023 puis le 01/12/2023. Contrôle marqué OK par EPUR CENTRE. Le responsable QHSE explique que cela veut dire que la hauteur des boues à l'intérieur du séparateur est bonne (volume des boues n'atteint pas les 2/3 de la hauteur utile des équipements).

Le nettoyage du nouveau séparateur est programmé suite au dernier contrôle car volume à la limite.

Derniers nettoyages effectués les 21 février (ancien séparateur avant enlèvement) et 1<sup>er</sup> mars 2023 (avant passage caméra pour les réseau). Un BSD pour la boue et un autre pour l'eau.

Sinon, avant, le 26/08/2022, nettoyage des deux séparateurs.

Nettoyage effectué par la société ARI (groupe SECHE) qui établit des factures mais pas de fiches.

Vu facture d'ARI pour le nettoyage d'août 2023 : pompage et nettoyage des 2 séparateurs.

La facture présentée indique un', tonnage de 16,82 tonnes d'eaux + hydrocarbures et 0,5 tonnes de pâteux + hydrocarbures.

Un seul BSD a été présenté. Vu le BSD du 26/08/2023 n°20220823-VV14PE2HN : 14,32 tonnes pour le liquide (D.D.) envoyé chez SARP.

Vu le BSD du 27/02/2023 n°20230227-22BRPD39F : 6,68 tonnes pour les eaux hydrocarburées (D.D.) envoyé chez SARP.

Vu le BSD du 27/02/2023 n°20230227-NZMDR08NM : 10,64 tonnes pour les eaux hydrocarburées (D.D.) envoyé chez SARP.

La non conformité n°5 de la précédente visite peut donc être considérée comme levée.

Au cours de la visite, nous avons visualisé le niveau des boues à l'intérieur des séparateurs présents sur le site.

Le principal séparateur d'hydrocarbure permet de traiter les effluents juste avant le rejet dans le réseau communal. Il n'est pas "plein" mais présente un niveau effectivement relativement haut.

**Le second séparateur d'hydrocarbure, qui traite les effluents provenant de la zone de dépollution des VHU était plein.**

**Même si l'exploitant réalise un suivi de ces séparateurs très régulier et que ceux-ci font l'objet d'un pompage/nettoyage régulier, cela ne paraît clairement pas suffisant.**

**Au moins un des deux séparateurs d'hydrocarbures présent sur site présentait le jour de la visite un volume des boues supérieur au 2/3 de la hauteur utile des équipements. La non conformité n°6 de la précédente visite ne peut pas être considérée comme levée.**



<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Non conformité suite à la VI du 24/01/2020 (RAPPEL) : nettoyer les séparateurs d'hydrocarbures dès que le volume des boues atteint les 2/3 de la hauteur utile des équipements.</b></p> <p>Les vérifications visuelles à fréquence trimestrielle n'étant pas suffisante, la mise en place de capteurs avec alerte de niveau dès que le niveau des boues atteint les 2/3 de la hauteur utile des équipements serait de nature à régler cette non conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

**N° 4 : Conditions stockage DnD sur parcelle 124**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/07/2014, article 8.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation des déchets non dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Chapitre 8.5 :</u></p> <p><i>« [...] Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des métaux ou déchets de métaux doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.</i></p> <p><i>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.[...] »</i></p> <p><u>Non conformité suite à la VI du 28/09/2020 :</u></p> <p><i>« On constate que la société EPUR CENTRE stocke des pièces métalliques volumineuses sur une partie de l'établissement en friche, non aménagé (partie de terrain sur laquelle il y avait eu un remblai évacué depuis).</i></p> <p><i>Évacuer les déchets métalliques et ne réaliser aucune activité sur la parcelle 124 tant que celle-ci n'a pas fait l'objet d'un aménagement adéquat tel qu'autorisé par l'arrêté préfectoral n°2014196-0015 du 15/07/2014. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conformité : Le jour de la visite, nous constatons à nouveau la présence de déchets sur la parcelle 124, certes, en quantité moins importante que lors de la précédente visite, mais en quantité non négligeable.</b></p> <p>Cette situation paraît largement due à la hauteur du mur de séparation entre la zone en activité et la parcelle 124 qui n'est pas suffisamment haut.</p> <p><b>En conséquence, la situation reste non conforme.</b></p> <p>L'exploitant précise que le choix entre un nouveau mur, plus haut et résistant ou l'extension de l'activité telle qu'autorisé par l'arrêté préfectoral n°2014196-0015 du 15/07/2014 n'est pas encore prise. Cette décision devrait être prise très rapidement.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Non conformité (RAPPEL) :</b></p> <p>On constate la présence de déchets sur une partie de l'établissement en friche, non aménagé.</p> <p>Évacuer les déchets et ne réaliser aucune activité sur la parcelle 124 tant que celle-ci n'a pas fait l'objet d'un aménagement adéquat tel qu'autorisé par l'arrêté préfectoral n°2014196-0015 du 15/07/2014.</p> <p>Choisir la voie de la mise en conformité (nouveau mur suffisamment dimensionné ou extension de l'activité) dans des délais courts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

**N° 5 : Réorganisation du site**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/07/2014, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Art. 1.6.1 :</u> <i>« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »</i>
<u>Obs suite à la VI du 28/09/2020 :</u> <i>« La réorganisation de l'établissement suite à la réfection de la dalle et des réseaux d'évacuation des eaux pluviales ainsi que le devenir de la parcelle 124 nécessiteront la réalisation d'un porter à connaissance. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que le choix quant à l'extension de l'activité sur la parcelle 124 telle qu'autorisé par l'arrêté préfectoral n°2014196-0015 du 15/07/2014 n'est pas encore prise. Cette décision devrait être prise très rapidement en fonction des résultats d'un appel d'offre.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant se positionnera dans les meilleurs délais quant à l'extension de l'activité sur la parcelle 124 telle qu'autorisé par l'arrêté préfectoral n°2014196-0015 du 15/07/2014.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

# ANNEXE 1 – Valeurs limites de rejets

Paramètres	N°CAS	Code SANDRE	Rubriques 2710-2 (E)	Rubrique 2712-1 (E)	Rubrique 2712-3 (E)	Rubrique 2713 et 2714 (E)	Rubrique 2718 (A)	Rubriques 2711+2716 (DC)	Rubriques 3550 (IED et A)	Valeur limite retenue
			Art. 33 de l'AM du 26/03/12	Art. 31 AM du 26/11/2012	Art. 31 AM du 26/11/2012	Art. 17 AM du 06/06/2018 (applicable au 01/07/2019)	Art. 31+32+33 de l'AM du 02/02/98	§6.3 annexe I de l'AM du 06/06/2018 (applicable au 01/07/2018)	§X annexe 3.1 et §II annexe 3.2 de l'AM du 17/12/2018	
Point de rejet			1 et 2	2	2	2	2	2	2	2
Température			< 30 °C	< 30 °C	< 30 °C	< 30 °C	< 30 °C	< 30 °C	< 30 °C	< 30 °C
pH			Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5
Couleur							Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l			Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
DB5 (sur effluent non décanté)		1313	100	30	100	100	100			30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)		1314	300	125	200	300	300	300	180	125 mg/l
Matières en suspension totales		1305	100	35	100	100	100	100	60	35 mg/l
Azote							30 (en concentration moyenne mensuelle) lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j			30 (en concentration moyenne mensuelle) lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j
Phosphore		1551					10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j			10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j
Hydrocarbures totaux		1350	10	5	10	10	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/l	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/l	10	5 mg/l
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)		7009	15	15	15			15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/l		15 mg/l
Indice phénols		1440	0,3				0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/l			0,3 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,1		25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/l	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/l	0,2 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/l		0,05	25 µg/l
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388			25 µg/l	25 µg/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l		0,05	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389			0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l		0,15	0,1 mg/l
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,1	0,1 pour le Cr VI+	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l			50 µg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392			0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,250mg/l si le rejet dépasse 5 g/l		0,5	0,15 mg/l
Mercurure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387			25 µg/l	25 µg/l			5 µg/l	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386			0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l		0,5	0,2 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382		0,5	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l		0,3	0,1 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383			0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/l	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/l	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l		2	0,8 mg/l
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	7073			15	15	15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/l			15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440			0,3	0,3				0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084				0,1	0,2			0,1 mg/l
Cyanures totaux	57-12-6	1390					0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/l			0,1 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		7088								
Benzol(a)pyrène	50-32-8	1115			25 µg/l (somme des 5 composés visés)	25 µg/l (somme des 5 composés visés)				25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Somme Benzol(b)fluoranthène + Benz(a)fluoranthène	4-99-2 / 207-0	5535								
Somme Benzol(g,h,i)perylene	4-24-2 / 193-3	5536								
Indeno(1,2,3-cd)pyrène										
Composés organiques halogénés (en AOX ou FOX) ou halogénés des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	5			1	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/l		5	1 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394					1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/l			1 mg/l
Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380					2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l			2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714					5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l			5 mg/l
Dichlorométhane	75-09-2	1168					100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/l			0,1 mg/l